



Very bad TRIPS à l'OMC

Le 17 juin 2022

20 mois et 6 jours de négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour finalement acter, une nouvelle fois, que le commerce prime sur la santé. L'OMC et l'Union européenne (UE) se gargarisent aujourd'hui d'un accord sur la levée temporaire des brevets (TRIPS) sur les vaccins anti-COVID. Pourtant, ce texte est un accord de façade qui ne constitue absolument pas une mise en commun des droits de propriété intellectuelle, dont le monde a désespérément besoin pour enfin garantir l'accès aux vaccins et aux traitements pour tou·te·s, partout.

Le texte, désormais entériné, ne constitue pas une victoire, bien au contraire. La demande initialement portée par l'Inde et l'Afrique du Sud, et en faveur de laquelle s'était prononcé le Président Emmanuel Macron, devait permettre à l'ensemble des pays de bénéficier de dérogations automatiques et généralisées pour produire partout et pour tou·te·s les outils de lutte anti-COVID.

"Le texte présenté comme un accord historique constitue en fait une régression historique. En plus d'être extrêmement limité, il impose des obligations supplémentaires qui pourraient de fait rendre plus difficile l'accès des populations aux vaccins", selon Sandrine Simon, directrice Santé Plaidoyer de Médecins du Monde

"En dépit des dizaines de milliards d'argent public investis, près de 3 milliards de personnes dans le monde attendent toujours d'accéder ne serait-ce qu'à une seule dose de vaccin. Cette décision est une erreur historique qui condamne des vies et risque de prolonger une pandémie qui a déjà fait plus de 15 millions de morts", pour Gautier Centlivre, Coordinateur de plaidoyer pour Action Santé Mondiale.

L'industrie pharmaceutique est bien protégée avec cet accord, et nous assisterons avec l'arrivée des vaccins de nouvelle génération dans les mois à venir aux mêmes inégalités dans leur distribution : les pays les plus riches se serviront en premier et les autres n'auront que des miettes.

"L'attitude des pays riches à l'OMC a été tout à fait honteuse et scandaleuse. Ils ont freiné les négociations pour rendre le texte encore plus mauvais. Nous sommes particulièrement déçu·e·s de la France et du Président Emmanuel Macron qui s'était engagé devant nous à soutenir le combat de son homologue sud-africain Cyril Ramaphosa sur la levée des barrières de propriété intellectuelle l'année dernière. Le Président français, pourtant président de l'UE, n'aura pas tenu sa promesse et n'aura rien fait pour soutenir les pays du Sud à l'OMC" déclare Sandra Lhote Fernandes, d'Oxfam France.

"Malgré la multitude d'appels à consacrer les outils de lutte contre le Covid-19 comme des biens communs de l'humanité, la communauté internationale a échoué à proposer une solution globale et juste pour tou-te-s. Elle tourne une nouvelle fois le dos aux plus vulnérables laissés sans défense, particulièrement dans les pays dits "du Sud", pour Aurélien Babo, Chargé de plaidoyer international Accès aux Vaccins et aux Soins pour le Secours Catholique.

"Comme par le passé avec la crise du VIH/sida, les intérêts commerciaux d'une poignée de laboratoires pharmaceutiques et de pays riches ont une nouvelle fois primé sur le droit fondamental à la santé", pour Gautier Centlivre, Coordinateur du plaidoyer pour Action Santé Mondiale.

Contacts :

- Gautier Centlivre, Action Santé Mondiale - 0770002881 - gcentlivre@ghadvocates.org
- Aurélie Godet, Médecins du Monde - 0669763118 - aurelie.godet@medecinsdumonde.net
- Sandra Lhote-Fernandes, Oxfam France - 0664546560 - slhote@oxfamfrance.org
- Aurélien Babo, Secours Catholique - 0683932384 - aurelien.babo@secours-catholique.org